

Centre Inffo

Première table ronde organisée par le Synofdes, vendredi 10 juin 2022 à l'occasion de l'événement « Parlons formation ». De gauche à droite David Cluzeau, Corinne Savart-Debergue, Vanessa Jéreb.

La formation « marchandisée » depuis la monétisation du CPF (Unsa)

La loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel a provoqué un « big bang » de la formation, a noté Vanessa Jereb, secrétaire générale adjointe de l'Unsa, en charge de la formation professionnelle, lors de la première table ronde organisée par le Synofdes (syndicat national des organismes de formation), à l'occasion de l'événement « Parlons formation », vendredi 10 juin.

Par [Sarah Nafti](#) - Le 14 juin 2022.

Mais, « alors qu'on nous a annoncé une réforme pour plus de lisibilité, de facilité, de liberté, on nous demande de faire de la formation pour aller vers des emplois en tension. Où est donc la liberté ? » La syndicaliste a regretté la « marchandisation de la formation professionnelle », devenue particulièrement criante depuis la mise en œuvre de la monétisation du CPF (compte personnel de formation). « C'est un système qui créé beaucoup de concurrence entre les acteurs avec un problème d'articulation entre le niveau national et local. On a France compétences en haut, mais avec peu de lien vers le reste. »

Dépasser l'adéquationnisme

Pour David Cluzeau, président de la commission sociale du Synofdes, « il va falloir regarder plus loin que l'adéquationnisme, qui n'a jamais fonctionné ». Il a estimé que l'une des principales difficultés du système de formation était « sa capacité à suivre le rythme de l'évolution rapide des métiers et à avoir une offre de formation qui réponde aux besoins des entreprises ». Face à ce problème, « la loi ne nous facilite pas la vie » : « on fonctionne par injonction, on nous demande de travailler sur les métiers en tension et pas d'être dans la prospective ». Les moyens à disposition des partenaires sociaux pour la prospective « ne sont pas du tout suffisants et n'ont pas été sanctuarisés contrairement à ce qui avait été dit ». La loi, qui promettait également un système de gestion de la formation « plus souple », n'a pas tenu ses promesses sur ce point : « nous sommes moins consultés et le système est encore plus centralisé et fermé qu'auparavant ». Quant au financement, il pose aussi question : « on nous demande de faire toujours plus de choses avec une enveloppe qui n'augmente pas. »

Halte à la vision court-termiste

« Ce sont les besoins de la population qui doivent orienter les formations et non la vision très court-termiste des entreprises », a estimé Corinne Savart-Debergue de la CGT. « Mais on nous demande des formations courtes à la tâche, qui n'ont plus rien à voir avec des formations certifiantes et émancipatrices ». Il faut « redonner la parole aux salariés » afin que la formation les accompagne dans la transformation de leurs métiers. Mais pour elle aussi, la question du financement reste prégnante : « Le CPF et l'apprentissage ont « enveloppe ouverte », donc sont financés tant qu'il y a de la demande. Mais que reste-t-il pour la formation des salariés ? pour les transitions professionnelles ? »

La formation dans l'entreprise

Vanessa Jereb a appelé les acteurs de la formation « à se poser ensemble pour faire un bilan », puis à ouvrir une discussion sur le financement. « Est-ce que les employeurs doivent contribuer davantage ? Il faut leur rappeler leur responsabilité dans le développement de leurs salariés ». Enfin, il conviendrait de trouver des espaces pour « aborder la question de la formation dans l'entreprise ».

Guichet unique ?

Les interlocuteurs se sont accordés à dire que la compréhension du système était difficile surtout pour les usagers. « On doit se demander comment le rendre accessible à tous, pourquoi pas par le biais d'un guichet unique », a proposé Vanessa Jéréb. David Cluzeau a, lui, suggéré de remplacer le terme « formation professionnelle » par « formation tout au long de la vie » : « les compétences sont utiles dans la vie en général, pas uniquement dans un but professionnel. La formation n'est pas liée qu'à l'employabilité. Si on changeait cette vision, le système serait forcément différent ».